

nada se montrera à la hauteur des grandes choses que les fondateurs de la Confédération prévoyaient lorsqu'ils ont entrepris de construire, larges et profondes, les assises du pays.

Nous avons chez nous de belles terres, des régions immenses qui s'étendent de l'Atlantique au Pacifique. Nous possédons des richesses minérales, forestières et agricoles et tout ce qui rend une nation grande et prospère. Souhaitons que nos hommes d'Etat et notre population se mettent à l'œuvre pour la faire telle, pour créer des citoyens dignes de la métropole et de ses institutions, institutions qui ont assuré la sécurité et le bonheur de ce pays et la prospérité de ses habitants.

Les fondateurs de la Confédération ont posé les bases de notre système de transport, de la colonisation de nos vastes domaines et les fondements d'une nation sur le sol du Canada. Espérons qu'aucune dissension n'enraiera le moindre développement de notre pays, ne nuira pas à son unité, à sa prospérité, à sa grandeur, on ne les rendra pas moindres que les fondateurs de la Confédération le prévoyaient à l'époque où ils ont consommé cette union dont nous sommes si fiers et que nous espérons maintenant toujours inviolable. Il peut exister des divergences d'opinions entre différentes parties du Canada; certains programmes peuvent être jugés inapplicables au pays tout entier. Pourtant, si nous nourrissons l'espoir de devenir une nation, de voir le pays grandir et l'union régner d'un océan à l'autre, nous devons former nos projets et tracer notre politique administrative de manière à assurer une dose légitime de succès et de prospérité d'une extrémité à l'autre du territoire.

Je tiens maintenant à m'occuper quelque temps du discours du chef du Gouvernement et des commentaires du représentant de London (M. Cronyn). Je n'ai rien à reprocher aux propos tenus par ce dernier. Les anciens modes d'administration croulent, a-t-il dit, ils n'ont pas suffi à faire face aux besoins du pays, et il faut avoir recours à quelque chose de nouveau.

L'honorable député ne nous a pas appris ce que ce serait, et puisqu'il constate que les rouages administratifs et politiques se détraquent, je le prie de remarquer que le Gouvernement et le parti qu'il appuie croulent et de cesser de parler des principes applicables au fonctionnement des anciens groupes de partisans.

Je n'admets pas un seul instant que les doctrines du libéralisme ou qui que ce soit qui a trait au parti libéral en ce pays aient

[M. McKenzie.]

croulé. Au contraire, ce parti est fort et robuste, et il est prêt à se charger de l'administration des affaires publiques, comme il l'a fait autrefois. Si mon honorable ami constate que son parti succombe sous le poids de la tâche, qu'il n'est pas en mesure de gouverner le pays, qu'il n'existe plus entre ses membres l'union et la cohésion indispensables pour leur permettre d'appliquer un programme commun et de tendre à un même but, qu'il en fasse l'aveu et déclare que son parti doit chercher autour de lui quelque chose de nouveau afin de gérer la chose publique, en tant que parti. Mais, je n'admets qu'il y ait lieu de faire cet aveu, en ce qui concerne la gauche; il n'y a pas de traces de décrépitude, d'indices d'insuffisance ou d'inhabileté à administrer les affaires publiques conformément aux usages des partis politiques.

Il y a eu au Canada une époque—et je crois qu'elle n'est pas finie—où le parti conservateur représentait quelque chose au pays. Des hommes tels que sir John A. Macdonald, sir Charles Tupper et sir John Thompson avaient un programme. Ils étaient de grands hommes à leur époque, et il y a aujourd'hui au pays des gens qui sont de leur vie et de leurs exploits. Le représentant de London effacera-t-il d'un trait de plume l'histoire de ces hommes, de ces chefs d'un parti pour édifier quelque chose tiré de l'imagination, dont personne ne connaît la nature, qui n'a ni commencement ni de fin, autant que nous pouvons pénétrer sa pensée? Voilà à peu près tout ce que j'ai à dire du discours de mon honorable ami, qu'il a si bien débité, qui est si digne de lui, si digne des institutions de ce pays et de la manière habile dont il s'est acquitté de sa tâche. Qu'on me permette quelques commentaires sur le discours si éloquent prononcé hier après-midi par le chef intérimaire du Gouvernement.

A l'heure actuelle, a dit le chef de l'opposition, le pays ne possède pas le fort gouvernement qu'il lui faudrait pour l'examen et la solution des divers gros problèmes qui réclament son attention. Répondant avec sa facilité habituelle, mon très honorable ami (sir George Foster) a fait observer que le Gouvernement se porte à merveille et qu'il faut fermer l'oreille aux bruits qui courent la rue; qu'il est le seul, avec les quelques élus qui l'accompagnent dans l'étroit sentier, à savoir ce qui se passe dans le pays, et que nos populations devront attendre l'heure où il jugera bon de leur donner des nouvelles du Gouvernement. Il annonce au chef de l'opposition que la porte de la chambre du malade (je